

*Budget—M. Stevens*

Je serai plus précis si vous le voulez bien. Dans ma circonscription, nous avons choisi à dessein 15 articles parmi ceux que la famille moyenne consomme le plus couramment. J'ai choisi novembre 1970, car c'est alors que le premier ministre (M. Trudeau) nous a assuré qu'il avait terrassé l'inflation. A l'en croire, nous n'avions plus à nous en inquiéter. En novembre 1970, ces 15 articles auraient coûté \$9.97 à la famille canadienne. Nous avons acheté les mêmes articles la semaine dernière. Ils nous ont coûté \$23.83.

**Des voix:** C'est une honte!

**M. Stevens:** Au cas où vous pourriez croire que nous avons fait exprès de choisir des articles inhabituels, je m'empresse de dire que nous avons vérifié cette liste tous les six mois pour voir à quel point l'inflation progressait et touchait la ménagère qui avait une famille à nourrir.

Voici quelques exemples des augmentations enregistrées depuis novembre 1970. Le prix du pot de 12 onces de miel Billy Bee est passé de 31c. à 83c. Le paquet de huit tranches de cheddar Kraft pesant 8 onces coûte 93c. au lieu de 37c. Le prix d'une boîte de jus de pomme Mitchell de 48 onces est passé de 34c. à 77c. Six boîtes de Coca Cola de 10 onces coûtaient 66c. en 1970. Elles coûtent maintenant \$1.62.

Le sac de dix livres de sucre coûtait 96c., il coûte maintenant \$1.87. Deux boîtes de soupe aux tomates Campbell de dix onces, qui coûtaient 24c. pièce en novembre 1970, coûtent maintenant 40c. Deux boîtes de 19 onces de fèves au lard Libby's, qui coûtaient 54c. coûtent maintenant \$1.18. La boîte d'une livre de café Maxwell House vaut maintenant \$4.45 au lieu de \$1.19. Le steak de surlonge, qui coûtait 99c. la livre, coûte \$2.58. La boîte du 15 onces de Spécial K, qui coûtait 56c. en novembre 1970, coûte maintenant \$1.08. Je pourrais vous énumérer ainsi toute la liste de ces 15 articles. Toutefois, je veux seulement vous montrer que la hausse de ces produits est un exemple typique des conséquences de l'inflation pour le consommateur canadien.

Lorsque le gouvernement est mis en face des faits, il ne sait plus quoi inventer pour se défilier. Nous avons eu un ministre des Finances—je ne sais plus à quand remonte son mandat—qui disait que c'était la pêche des anchois au large des côtes d'Amérique du Sud qui causait l'inflation. Il nous a vraiment servi cette hypothèse sous tous les angles. Soit qu'il y avait pénurie, et c'était un problème, soit qu'il y avait abondance, et c'était aussi un problème. Quoi qu'il en soit, quand nous nous mettons à citer des chiffres, le gouvernement jette souvent le blâme sur l'agriculteur. Je vous assure, monsieur l'Orateur, qu'on ne peut mettre sur le dos des agriculteurs les prix dont je parle.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Il est impossible de tenir l'agriculteur responsable parce que ses frais de production ont grimpé encore plus vite que les prix que je viens de faire consigner au compte rendu. Si j'ai voulu faire consigner au compte rendu des exemples des conséquences de l'inflation que nous devons subir, c'est que je crois que le moment est venu pour le gouvernement de répondre de ses actes.

● (1532)

Si nous avions une de ces machines de traitement des mots comme celles qui se vendent actuellement, je recommanderais que chaque budget y soit versé; cela permettrait d'économiser

[M. Stevens.]

du temps puisque chaque budget reprend la vaine rhétorique de l'exposé précédent.

Comme le programme de réglementation a maintenant 30 mois d'existence, nous devrions en faire un examen objectif afin de voir s'il a donné les résultats promis par le gouvernement. A-t-il permis de ramener l'inflation à un niveau inférieur à celui qui aurait pu être atteint par d'autres mesures? La réponse est non. Je donne les chiffres au mois de février, parce que c'est le dernier mois pour lequel nous pouvons faire la comparaison avec la situation qui existe aux États-Unis. Depuis février donc, l'inflation a été de 8.3 p. 100 au Canada, alors qu'aux États-Unis, où il n'existe pas de mesures de réglementation, ce pourcentage est de 4.3. Bref, notre taux d'inflation est de 4 p. 100 supérieur à celui des États-Unis et ce, même si nous partageons le même continent et foncièrement les mêmes problèmes. Rien ne permet de croire que ces 4 p. 100 supplémentaires sont attribuables à autre chose qu'à la façon absurde dont le gouvernement s'est attaqué à la situation.

Ce qui est encore pire, c'est ce qui s'est produit pendant cette période. Non seulement le taux d'inflation au Canada a-t-il augmenté de 4 p. 100, mais aussi notre taux de croissance réelle a été inférieur de 3 p. 100 à celui des États-Unis. Cette année, le produit national brut du Canada est inférieur d'environ six milliards de dollars à ce qu'il serait si notre taux de croissance avait été aussi favorable que celui des États-Unis depuis octobre 1975. Il s'agit de sommes importantes. Cela représente \$600 de revenu perdu pour tous les contribuables canadiens pendant une période de supposée modération gouvernementale et ce revenu a été perdu à cause du peu d'initiative manifestée par le gouvernement pour garantir que notre économie atteigne le niveau de croissance approprié afin que nous puissions profiter de la prospérité à laquelle les Canadiens devraient avoir droit, non pas seulement maintenant, mais aussi pour les générations à venir.

Bref, le gouvernement reste indifférent à ce qui arrive aux Canadiens. Je crois savoir qu'il est en train de mettre au point un nouveau slogan pour les prochaines élections. Ce slogan est censé être «Mettez-y du vôtre».

**M. Darling:** Débarrassez-vous de Pierre!

**M. Stevens:** Comme mon honorable ami de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) vient de le dire: «Mettez-y du vôtre; débarrassez-vous de Pierre.»

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Monsieur l'Orateur, si les ministériels comptent se servir de ce slogan pour les élections, je pense qu'en toute justice je dois leur rappeler ils n'y ont pas mis beaucoup du leur quand il s'est agi du sort du Canada et des Canadiens. C'est à cause du gouvernement que nous n'avons pas pu réaliser tout notre potentiel de croissance réelle. Si nous pouvions redonner des emplois aux travailleurs canadiens, nous n'aurions pas de déficit; nous n'aurions pas le déficit de 10.9 milliards de dollars que le ministre des Finances nous a annoncé lundi soir. Ce déficit représente \$500 pour chaque habitant du Canada. Voilà à quel point le gouvernement s'est endetté.